

Discours d'adieu de Ron Paul au Congrès

Le 14 novembre 2012

Traduction collaborative (), Institut Coppet*

Source : <http://www.ronpaul.com/2012-11-14/ron-pauls-farewell-address-to-congress>

Sommaire

Quelle fut ma contribution ?	2
Autoritarisme versus liberté	3
L'âge de la redistribution	4
Il nous faut une prise de conscience	4
Plus jamais de « ismes »	5
Dépendance à la générosité du gouvernement	6
Questions	6
Croire en soi-même et non en l'État	8
L'ignorance en matière d'économie	9
Non au monopole gouvernemental sur l'initiative de la violence	10
La prolifération des crimes fédéraux	10
La réalisation de la liberté	10
La crise financière est une crise morale	11
Une culture de la violence	12
Réforme du gouvernement versus peuple vertueux	13
Conclusion	15
(*) Les traducteurs	18

Ce pourrait bien être la dernière fois que je parle à la Chambre. A la fin de l'année je vais quitter le Congrès, après 23 années au pouvoir pendant une période de 36 ans. Mes objectifs en 1976 étaient les mêmes qu'aujourd'hui : promouvoir la paix et la prospérité par un strict respect des principes de liberté individuelle.

Mon opinion était, que la politique des États-Unis au cours de la dernière partie du XXe siècle, nous apporterait une crise financière majeure et nous engloutirait dans une politique étrangère abusive, qui porterait atteinte à notre sécurité nationale.

Pour atteindre mes objectifs, le gouvernement aurait dû diminuer en taille et en portée, réduire les dépenses, changer le système monétaire et rejeter les coûts insoutenables du maintien de l'ordre dans le monde et de l'expansion de l'empire américain.

Les problèmes semblent être écrasants et impossibles à résoudre, mais de mon point de vue, accepter les contraintes imposées au gouvernement fédéral par la Constitution est un bon début.

Quelle fut ma contribution ?

À bien des égards, selon la sagesse conventionnelle, ma carrière hachée au Congrès, de 1976 à 2012, se traduit par très peu de choses. Aucune législation à mon nom, aucun bâtiment fédéral ou autoroute à mon nom, Dieu merci. En dépit de mes efforts, la bureaucratie a grossi de façon exponentielle, les impôts demeurent excessifs et l'augmentation prolifique des réglementations incompréhensibles continue. Les guerres sont constantes et menées sans la déclaration du Congrès, les déficits crèvent les plafonds, la pauvreté est endémique et la dépendance envers la bureaucratie fédérale est désormais pire que jamais dans notre histoire.

Tout cela sans inquiétude pour les déficits et les dettes non provisionnées que le bon sens nous dit qu'ils ne pourront durer beaucoup plus longtemps. Un accord bipartisan sournois, au secret bien gardé, permet de maintenir les flots de dépenses. Un camp ne donne pas un sou pour les dépenses militaires, l'autre camp ne donne pas un sou pour les dépenses sociales, mais les deux camps soutiennent les plans de sauvetage et les subventions pour la banque et l'élite des affaires. Et les dépenses se poursuivent alors que l'économie s'affaiblit et que la spirale continue vers le bas. Alors que le gouvernement continue de bidouiller, nos libertés et nos richesses brûlent dans les flammes d'une politique étrangère qui réduit notre sécurité.

La principale pierre d'achoppement d'un véritable changement à Washington tient à la résistance totale à admettre que le pays est en faillite. Cela rend le compromis inévitable, mais juste pour s'accorder à augmenter les dépenses, puisque aucun des deux camps n'a l'intention de réduire les dépenses.

Le pays et le Congrès resteront divisés puisqu'il n'y a pas « assez de butin à se partager ».

Sans cet aveu, les dépensiers de Washington poursuivront leur marche vers une falaise fiscale encore plus importante que celle prévue pour Janvier prochain.

J'ai beaucoup réfléchi aux raisons faisant que ceux d'entre nous qui croient en la liberté, en tant que solution, ont eu tant de mal à convaincre les autres de ses avantages. Si la liberté est ce que nous affirmons – le principe qui protège toutes les décisions personnelles, sociales et économiques nécessaires à une prospérité maximale et une meilleure chance de paix – cela devrait être facile à vendre. Pourtant, l'histoire a montré que les masses ont été très réceptives aux promesses des étatistes qui ne sont que rarement, voire jamais, tenues.

Autoritarisme versus liberté

Si l'autoritarisme conduit à la pauvreté, à la guerre, à moins de liberté pour tous les individus, et est contrôlé par des riches intérêts particuliers, le peuple devrait prier pour la liberté. Il y avait certainement un sentiment assez fort pour une plus grande liberté au moment de la fondation de notre pays, qui a motivé ceux qui étaient prêts à se battre et à se révolter contre le puissant gouvernement britannique.

Pendant mon séjour au Congrès, l'appétit pour la liberté a été assez faible ; la compréhension de sa signification négligeable. Pourtant, les bonnes nouvelles sont que, par rapport à 1976, quand je suis arrivé pour la première fois devant le Congrès, le désir pour davantage de liberté et moins de gouvernement en 2012 est beaucoup plus grand et croissant, en particulier dans l'Amérique de base. Des dizaines de milliers d'adolescents et d'étudiants accueillent avec un grand enthousiasme le message de la liberté.

J'ai quelques idées pour expliquer pourquoi les habitants d'un pays comme le nôtre, qui furent un temps plus libres et plus prospères qu'aujourd'hui, ont permis aux conditions de se détériorer au point où nous en sommes.

La liberté, la propriété privée, et les contrats volontaires exécutoires, ont généré de la richesse. Au début de notre histoire, nous étions tout à fait conscients de cela. Mais au début du XXème siècle, nos politiciens ont promu l'idée que les systèmes monétaires et fiscaux devaient changer, si nous voulions nous engager dans des dépenses intérieures et militaires excessives. C'est pourquoi le Congrès nous a donné la Réserve fédérale et l'impôt sur le revenu. La majorité des Américains et de nombreux fonctionnaires du gouvernement ont convenu que sacrifier une part de liberté était nécessaire pour réaliser ce qui, selon certains, était des idées « progressistes ». La démocratie pure est devenue acceptable.

Ils n'ont pas reconnu que ce qu'ils faisaient était l'exact contraire de ce que cherchaient les colons lorsqu'ils ont rompu avec les Britanniques.

Certains se plaignent que mes arguments n'ont pas de sens, depuis que la richesse et la qualité de vie se sont améliorées pour beaucoup d'Américains au cours des 100 dernières années, même avec ces nouvelles politiques.

Mais les dommages causés à l'économie de marché, et à la monnaie, ont été insidieux et constants. Il a fallu beaucoup de temps pour consommer notre richesse, détruire la monnaie, nuire à la productivité, et

faire en sorte que nos obligations financières atteignent un point de non-retour. La confiance dure parfois plus qu'elle ne le mérite. La plupart de nos richesses dépendent aujourd'hui de la dette.

La richesse que nous avons appréciée et qui semblait être sans fin, a négligé le principe même d'une société libre. Aussi longtemps que la plupart des gens croyaient que l'abondance matérielle durerait toujours, le souci de la protection d'une économie productive et compétitive, et la liberté individuelle, ne semblaient pas nécessaires.

L'âge de la redistribution

Cette négligence a inauguré une ère de la redistribution de la richesse par le gouvernement, se prosternant devant n'importe lequel et devant tous les intérêts particuliers, à l'exception de ceux qui voulaient simplement être laissés à leur propre compte. C'est pourquoi l'argent de la politique d'aujourd'hui dépasse de loin l'argent de la recherche et du développement et des efforts entrepreneurial et productifs.

Les bénéfices matériels sont devenus plus importants que la compréhension et la promotion des principes de liberté et de libre marché. L'abondance matérielle est un résultat de la liberté, mais si le matérialisme est tout ce qui nous préoccupe, les problèmes sont garantis.

La crise est arrivée car l'illusion que la richesse et la prospérité durerait toujours est terminée. Comme cette illusion, fondée sur la dette, était un prétexte pour un système monétaire de monnaie fiduciaire au-delà de tout contrôle, c'était voué à l'échec. Nous avons fini par avoir un système qui ne produisait pas assez, même pour financer la dette, et aucune compréhension fondamentale de ce qui fait une société libre, cruciale pour renverser ces tendances.

Si cela n'est pas reconnu, la reprise va tarder plus longtemps. Nous aurons un gouvernement plus gros, davantage de dépenses, d'endettement, de pauvreté pour la classe moyenne, et une course plus intense mue par les intérêts particuliers de l'élite.

Il nous faut une prise de conscience

Sans une prise de conscience, le tournant sera déterminé par les lois de l'économie. Une crise du dollar mettra à genoux le système actuel qui est hors de contrôle. S'il n'est pas admis que le *big government*, la monnaie fiduciaire, le mépris pour la liberté, la planification centralisée de l'économie et l'État-providence, ont provoqué la crise, notre crise, nous pouvons nous attendre à une marche périlleuse et continue vers le corporatisme, voire le fascisme, tout en abandonnant toujours plus de nos libertés. La prospérité, pour une classe moyenne importante, n'en demeurera pas moins un rêve abstrait.

Ce mouvement continu n'est en rien différent ce que nous avons pu observer de la manière avec laquelle a été gérée la crise de 2008. Le Congrès a d'abord supervisé, avec le soutien des deux partis, le renflouement des plus riches. Puis ce fut la Réserve fédérale, et son *quantitative easing* à répétition. Si ça

ne marche pas la première fois, essayez donc encore : QE1, QE2 puis QE3, et nous persistons dans le *quantitative easing*, indéfiniment, malgré l'absence de résultats. Jusqu'à ce que là aussi ça s'effondre. Tout cela a un coût, et croyez-moi, il n'est plus possible d'en ajourner le paiement. La loi du marché va s'exercer à plein, et ce ne sera pas très beau à voir.

La crise actuelle suscite beaucoup de pessimisme. Or le pessimisme mine la confiance dans l'avenir. C'est un cercle vicieux qui rend notre situation encore pire.

Si la cause sous-jacente de la crise n'est pas bien comprise, nous ne pouvons résoudre nos problèmes. Les questions de l'interventionnisme, de l'État-providence, des déficits, de l'inflationnisme, du corporatisme, des renfoulements et de l'autoritarisme ne sauraient être ignorées. Nous ne pouvons espérer de bons résultats de la poursuite de ces politiques.

Tout le monde proclame son attachement à la liberté. Trop souvent la sienne et pas celle des autres. Beaucoup trop s'imaginent qu'il faut des limites à liberté. Ils affirment qu'elle doit être administrée et dirigée de sorte à obtenir plus de justice de même que l'égalité ; ainsi l'on admet que soient restreintes, en usant de la force, certaines libertés.

Or il s'en trouve pour décider quelles libertés, de tel ou tel, doivent être circonscrites. Il s'agit des politiciens, qui n'ont d'autre but dans la vie que le pouvoir. Leur réussite dépend du ralliement d'intérêts particuliers.

Plus jamais de « ismes »

La grande nouvelle est que les réponses ne sont pas à trouver dans d'autres « ismes ». Les réponses sont à trouver dans plus de liberté, ce qui coutera d'ailleurs beaucoup moins cher. Dans ces circonstances, les dépenses gouvernementales baissent, la production de richesse augmente et la qualité de vie s'améliore.

Le fait d'en prendre conscience –surtout si nous allons dans cette direction- augmente l'optimisme général, ce qui est en soi bénéfique. Mais il est nécessaire d'aller jusqu'au bout, avec des politiques saines, et ceci doit être compris et encouragé par le gens.

Tout semble indiquer que la nouvelle génération de jeunes veut aller vers plus de liberté et d'autonomie. Plus ce changement de direction et ces solutions deviendront connues, plus le retour de l'optimisme sera rapide.

Notre tâche, pour ceux d'entre nous qui croient en un système autre que celui que nous avons eu ces cent dernières années –et qui à conduit à cette crise insoutenable– est d'être plus convainquant quant à l'existence d'un autre système, merveilleux, simple et moral. Nous en avons eu un avant gout dans notre histoire à ses débuts. En aucun cas nous ne devons renoncer à l'idée de faire avancer cette cause.

Les choses se sont bien passées pendant un certain temps, mais nous avons permis à nos dirigeants de se concentrer sur l'abondance matérielle -générée d'ailleurs par la liberté- en oubliant la liberté elle-même. Aujourd'hui, nous n'avons ni l'une ni l'autre, mais la porte est ouverte pour une réponse. La

réponse disponible est basée sur la constitution, sur la liberté individuelle et sur l'interdiction au gouvernement d'user de la force pour accorder des priviléges et des avantages à des groupes d'intérêts.

Pendant plus de cent ans, nous avons fait face à une société très différente de celle voulue par les pères fondateurs. A bien des égards, leurs efforts pour protéger les générations futures par la constitution ont échoué. Les sceptiques au moment de la rédaction de la constitution en 1787 avaient pourtant prévenu du risque d'obtenir le résultat que nous voyons aujourd'hui. Le caractère insidieux de l'érosion de nos libertés ainsi que l'excès d'assurance que nous a donné la grande abondance matérielle ont permis au processus d'évoluer vers la période dangereuse dans laquelle nous vivons.

Dépendance à la générosité du gouvernement

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une dépendance vis-à-vis de la générosité du gouvernement, pour quasiment tous les besoins. Nos libertés sont limitées et le gouvernement opère en dehors de l'État de droit, protégeant et récompensant ceux qui achètent ou contraignent le gouvernement dans la satisfaction de leurs demandes. Voici quelques exemples :

- Les guerres non déclarées sont monnaie courante.
- L'assistance sociale pour le riche et le pauvre est considérée comme un droit.
- L'économie est sur-régulée, sur-taxée et grossièrement déformée par un système monétaire profondément vicié.
- La dette croît de manière exponentielle.
- Le Patriot Act et la législation FISA, adoptés sans beaucoup de débat, sont le résultat de l'érosion constante de nos droits, pourtant garantis par le 4ème amendement.
- Notre gouvernement s'engage tragiquement dans des guerres préventives, autrement dit des agressions, sans que le peuple américain s'en plaigne.
- La guerre des drones que nous poursuivons à travers le monde est destinée à mal se terminer, car la haine conduit à la perte de vies innocentes et à des lois internationales bafouées. Maintenant que nous sommes financièrement affaiblis et militairement contestés, il y aura beaucoup de ressentiment sur notre chemin.
- C'est maintenant la loi du pays que les militaires peuvent arrêter des citoyens américains, les détenir indéfiniment, sans accusation ni procès.
- L'hostilité rampante à l'égard du libre-échange est soutenue par beaucoup à Washington.
- Les partisans de sanctions, de la manipulation de la monnaie, et des représailles commerciales de l'OMC, appellent les vrais partisans du libre-échange des « isolationnistes ».
- Des sanctions sont utilisées pour punir les pays qui ne suivent pas nos ordres.
- Les renflouements et les garanties contre tous les formes de débordements sont monnaie courante.
- La planification économique centrale par le biais de la politique monétaire, les réglementations et les mandats législatifs ont été des politiques inacceptables.

Questions

L'étatisme a créé un tel chaos qu'il amène à se poser beaucoup de questions :

Pourquoi les malades qui utilisent la marijuana à des fins médicales sont-ils mis en prison ?

Pourquoi le gouvernement fédéral limite-t-il la consommation de lait cru ?

Pourquoi les Américains ne peuvent-ils pas fabriquer de la corde et d'autres produits dérivés du chanvre ?

Pourquoi les américains ne sont-ils pas autorisés à utiliser l'or et l'argent comme il est pourtant stipulé dans la Constitution ?

Pourquoi l'Allemagne est-elle suffisamment préoccupée pour envisager de rapatrier l'or que détient pour elle la FED à New York ? Cela ne montre-t-il pas que la confiance dans les États-Unis et la suprématie du dollar commencent à faiblir ?

Pourquoi nos leaders politiques pensent-ils qu'il n'est pas nécessaire d'auditer notre propre or à Fort Knox ? (NdT : voir [cet article](#) sur le sujet)

Pourquoi les américains ne peuvent pas décider quel type d'ampoule ils veulent acheter ?

Pourquoi les fonctionnaires de la sécurité dans les aéroports ont-ils la permission d'abuser des droits de chaque citoyen voyageant par les airs ?

Pourquoi devrait-il y avoir des sentences automatiques – même jusqu'à la mort – pour des crimes sans victime comme nos lois anti-drogue l'exigent ?

Pourquoi avons-nous autorisé le gouvernement fédéral à réglementer nos toilettes dans nos maisons ?

Pourquoi est-ce un suicide politique que de critiquer l'AIPAC ? (NdT : L'*American Israel Public Affairs Committee* est un groupe de pression très puissant né en 1951 aux États-Unis et visant à soutenir Israël).

Pourquoi n'avons-nous pas perdu espoir dans la guerre contre les drogues alors que c'est un échec évident et une violation des droits des gens ? A-t-on remarqué que les autorités ne peuvent même pas garder les drogues hors des prisons ? Alors comment le fait de transformer notre société en prison pourrait-il résoudre le problème ?

Pourquoi sacrifions-nous autant de moyens à résoudre des conflits de frontières à travers le monde et de guerres civiles et ignorons que la frontière la plus mortelle dans le monde – celle qui sépare le Mexique et les États-Unis ?

Pourquoi le Congrès renonce t-il volontairement à ses prérogatives au profit de l'exécutif ?

Pourquoi le fait de changer le parti au pouvoir ne change pas la politique ? Est-il possible que les points de vue des deux partis soient essentiellement les mêmes ?

Pourquoi les grandes banques, les grosses corporations, les banques étrangères et les banques centrales ont été soutenues financièrement en 2008 alors que la classe moyenne perdait ses emplois et ses logements ?

Pourquoi autant de personnes au gouvernement et dans les officines fédérales croient que créer de l'argent à partir de rien peut produire de la richesse ?

Pourquoi autant de personnes acceptent-elles le principe fondamentalement faux que les bureaucrates et les politiciens ne peuvent nous protéger de nous-mêmes sans détruire le principe de la liberté ?

Pourquoi les gens comprennent-ils que la guerre détruit toujours la richesse et la liberté ?

Pourquoi y a-t-il si peu d'inquiétude lorsque l'autorité présidentielle établit une « kill list » qui inclut des citoyens américains comme cibles ?

Pourquoi le patriotisme est-il pensé comme une loyauté aveugle envers le gouvernement et les politiciens plutôt qu'une loyauté envers les principes de la liberté pour le peuple ? Le patriotisme véritable consiste à critiquer le pouvoir lorsqu'il se trompe !

Pourquoi clame-t-on que les gens ne vont ou ne peuvent pas prendre soin de leurs affaires mais que les politiciens le peuvent à leur place ?

Pourquoi n'avons-nous jamais donné une limite de sécurité au gouvernement pour l'initiation de la violence contre le peuple ?

Pourquoi certaines personnes défendent la liberté commerciale mais pas la liberté civile ?

Pourquoi certaines personnes défendent les libertés civiles mais pas les libertés commerciales ? Ne sont-elles pas les mêmes ?

Pourquoi ne défendrions-nous pas plus les libertés économiques et les libertés individuelles ?

Pourquoi n'y a-t-il pas plus d'individus qui cherchent à influencer intellectuellement les autres à des changements positifs plutôt que qui chercher à avoir le pouvoir pour forcer les autres à obéir à leurs ordres ?

Pourquoi utilise-t-on la religion pour soutenir les guerres préventives, lesquelles exigent des autorités d'utiliser la violence ou la menace de la violence ? L'agression et la redistribution forcée de la richesse n'a rien à voir avec l'enseignement des grandes religions de ce monde.

Pourquoi permettons-nous au gouvernement et à la FED de disséminer de fausses informations tant sur la politique économique que la politique étrangère ?

Pourquoi la démocratie est-elle tenue dans une telle haute estime quand elle est l'ennemie des minorités et donne tous les droits aux exigences de la majorité ?

Pourquoi quelqu'un devrait-il être étonné que le Congrès n'ait aucune crédibilité depuis qu'il y a un tel décalage entre ce que les politiciens disent et ce qu'ils font ?

N'y a-t-il pas d'explication pour toutes les déceptions, la tristesse, la crainte de l'avenir, la perte de confiance en nos leaders, la méfiance, la colère et la frustration ?

Oui elle existe et il y a une solution. Ces attitudes sont une conséquence logique des mauvaises politiques qui ont engendré nos problèmes. L'identification de ces problèmes et la compréhension des causes permettent des changements faciles.

Croire en soi-même et non en l'État

Trop de personnes ont pendant trop longtemps accordé une confiance exacerbée en l'État plutôt qu'en eux-mêmes. Heureusement, la plupart d'entre eux sont désormais conscients de l'ampleur des vulgaires erreurs commises au cours des dernières décennies. La faute est partagée entre chacun des deux partis politiques. Beaucoup d'Américains exigent désormais la vérité et rejettent la démagogie. Sans cette première étape, toute solution demeure impossible.

Rechercher la vérité et trouver les réponses dans la liberté et l'indépendance permet de mettre en avant l'optimisme nécessaire à la restauration de la prospérité. La tâche n'est pas aussi difficile que l'on ne le croit du moment que la politique ne s'en mêle pas.

Pour de multiples raisons, nous nous sommes laissé entraîner dans un véritable chaos.

Les politiciens se font des illusions quant à la manière dont la richesse est produite. Une confiance exacerbée est accordée au jugement des politiciens et des bureaucrates. Cela remplace la foi en une société libre. Trop de hauts fonctionnaires ont fini par être convaincu qu'eux seuls, armés du pouvoir arbitraire du gouvernement, peuvent permettre la justice en facilitant la production de richesse. Cela

s'avère toujours être une belle utopie qui détruit à la fois richesse et liberté. Cela appauvrit le peuple et récompense les intérêts particuliers qui finissent par contrôler chacun des deux partis politiques.

C'est donc sans surprise que l'essentiel de ce qui se passe à Washington est conduit par l'esprit de parti et la recherche du pouvoir.

L'ignorance en matière d'économie

L'ignorance en matière d'économie est monnaie courante. Le keynésianisme continue à prospérer, même si aujourd'hui il est confronté à des réfutations saines et enthousiastes. Les adeptes du keynésianisme militaire et du keynésianisme national continuent désespérément à promouvoir leurs politiques, qui ont pourtant échoué, alors que l'économie se languit en un profond sommeil.

Les partisans de tous les décrets gouvernementaux utilisent des arguments humanitaires pour les justifier.

Les arguments humanitaires sont toujours utilisés pour justifier l'action gouvernementale dans les domaines de l'économie, la politique monétaire, la politique étrangère et de la liberté personnelle. C'est avec le clair objectif de la rendre plus difficilement contestable. Mais initier la violence pour des raisons humanitaires demeure de la violence. Les bonnes intentions ne sont pas une excuse et sont tout aussi nocives que lorsqu'on utilise la force avec de mauvaises intentions. Les résultats sont toujours négatifs.

L'utilisation immorale de la force est la source des problèmes politiques des hommes. Malheureusement, de nombreux groupes religieux, des organisations laïques et des psychopathes autoritaires soutiennent le recours du gouvernement à la force pour changer le monde. Même si les objectifs souhaités sont bien intentionnés – et même surtout quand ils sont bien intentionnés – les résultats sont lamentables. Les bons résultats recherchés ne se concrétisent jamais. Les nouveaux problèmes créés nécessitent encore plus la force du gouvernement comme solution. Le résultat net tient en l'institutionnalisation de la violence gouvernementale en la justifiant moralement pour des raisons humanitaires.

C'est pour la même raison fondamentale que notre gouvernement utilise la force pour envahir d'autres pays à volonté, pour la planification économique centralisée chez nous, et pour la réglementation de la liberté individuelle et les habitudes de nos concitoyens.

Il est assez étrange qu'à moins d'avoir un esprit criminel et aucun respect pour les autres et leur propriété, personne ne prétende qu'il soit permis d'aller chez son voisin et de lui dire comment se comporter, ce qu'il peut manger, fumer et boire ou comment dépenser son argent.

Pourtant, on se demande rarement pourquoi il serait moralement acceptable qu'un étranger avec un badge et une arme puisse faire la même chose au nom de la loi et de l'ordre. Toute résistance rencontre la force brute, des amendes, des impôts, des arrestations et même de l'emprisonnement. Cela se fait chaque jour, le plus souvent sans mandat de perquisition approprié.

Non au monopole gouvernemental sur l'initiative de la violence

Restreindre les comportements agressifs est une chose, mais légaliser le monopole gouvernemental sur l'initiative de la violence peut seulement conduire à une liberté en déclin associée au chaos, à la colère et à l'effondrement de la société civile. Permettre une telle autorité et attendre un comportement exemplaire de la part de nos bureaucrates et de nos politiciens est une chimère. Nous avons maintenant une armée permanente de bureaucrates armés dans la TSA, la CIA, le FBI, le Fish and Wildlife, la FEMA, l'IRS, le Corp of Engineers, etc. Leur nombre dépasse les 100 000. Les citoyens sont désignés comme coupables jusqu'à preuve du contraire devant des tribunaux administratifs inconstitutionnels.

Le gouvernement dans une société libre ne devrait avoir aucune autorité pour se mêler des activités sociales ou des transactions économiques des individus. Le gouvernement ne devrait pas non plus se mêler des affaires des autres nations. Toutes les actions pacifiques, même si elles sont controversées, devraient être permises.

Nous devons rejeter la notion de restriction préalable dans l'activité économique, à l'instar de ce que nous faisons dans le domaine de la liberté d'expression et de la liberté religieuse. Mais même dans ces domaines, le gouvernement utilise une approche détournée du politiquement correct visant à réglementer la parole, une tendance dangereuse s'il en est ! Depuis le 11 septembre, la surveillance de la parole sur Internet est devenue un problème depuis que les mandats ne sont même plus requis.

La prolifération des crimes fédéraux

La Constitution établit quatre crimes fédéraux. Aujourd'hui, les experts ne peuvent même pas s'entendre pour dire combien il existe de crimes fédéraux – leur nombre atteint les milliers. Personne ne peut comprendre la complexité du système juridique – en particulier le code des impôts. En raison de la guerre mal avisée contre la drogue, et l'expansion fédérale sans fin du code pénal, nous avons plus de 6 millions de personnes sous régime de suspension correctionnelle, plus que les Soviétiques en ont jamais eus, et plus que tout autre nation aujourd'hui, Chine inclue. Je ne comprends pas la complaisance du Congrès et sa volonté de poursuivre leur obsession à adopter de plus en plus de lois fédérales. Les lois sur les peines obligatoires associées à la législation sur les stupéfiants ont aggravé nos problèmes dans les prisons.

Le registre fédéral fait maintenant 75 000 pages, le code des impôts en contient 72 000, et grandit chaque année. Quand le peuple va-t-il commencer à dire qu'« assez, c'est assez » et demander au Congrès de cesser et de s'abstenir ?

La réalisation de la liberté

La liberté ne peut être réalisée que lorsque le gouvernement renonce à l'utilisation agressive de la force. Si l'on cherche la liberté, un type précis de gouvernement est nécessaire. Pour y parvenir, des choix sont nécessaires.

Deux choix sont disponibles.

1° Un gouvernement doit avoir pour unique fin de protéger la liberté, qui est un droit naturel. Les gens sont censés prendre soin d'eux-mêmes et rejeter tout usage de la force contre une autre personne. Le pouvoir doit donc bénéficier d'une autorité strictement limitée à la protection des contrats, de la propriété des biens, à l'arbitrage des différends et à la défense contre une agression étrangère.

2° Un gouvernement qui prétend protéger la liberté mais qui a reçu le pouvoir de faire un usage arbitraire de la force sur le peuple et les nations étrangères. Bien que ce pouvoir soit au départ limité, il a tendance alors à croître inévitablement, comme les métastases d'un cancer, pour devenir omnipotent. C'est le problème dont souffrent les peuples depuis toujours. Bien que destiné à être limité, il engendre irrésistiblement des apprentis-tyrans qui s'imposent progressivement et insidieusement. L'octroi de ce pouvoir aux hommes de l'État finit toujours par vérifier l'adage selon lequel : « le pouvoir corrompt ».

Une fois que l'État obtient un droit limité à l'usage de la force pour façonner les habitudes des gens et planifier l'économie, il engendre un mouvement constant vers la tyrannie. Seul l'esprit révolutionnaire peut inverser le processus et refuser au pouvoir cet usage arbitraire de l'agression. Il n'y a pas de juste milieu. Sacrifier un peu de liberté pour une sécurité imaginaire finit toujours mal.

Aujourd'hui, tous les désordres résultent du fait que les Américains acceptent l'option n° 2, même si les fondateurs ont tenté de leur donner l'option n° 1.

Les résultats ne sont pas bons. Comme nos libertés ont été érodées, notre richesse a été consommée. La richesse que nous voyons aujourd'hui est fondée sur la dette et une volonté folle, de la part des pays étrangers, d'utiliser nos dollars contre leurs biens et services. Ils nous ont ensuite prêté leurs dollars, générant ainsi la crise de la dette. Il est surprenant qu'un tel système perdure. Toutefois, l'incapacité de Washington à résoudre nos problèmes fait que beaucoup commencent à comprendre la gravité de la crise de la dette dans le monde entier et les dangers qui nous guettent. Mais plus ce processus se poursuit, plus dure sera la sortie de crise.

La crise financière est une crise morale

Nombreux sont ceux qui reconnaissent maintenant qu'une crise financière se profile, mais rares sont ceux qui comprennent qu'en réalité, c'est une crise morale. C'est la crise morale qui a compromis nos libertés et qui a permis la croissance exponentielle de la puissance illégale du gouvernement. Sans une compréhension claire de la nature de la crise, il sera bien difficile d'échapper à une marche régulière vers la tyrannie, ainsi que la pauvreté qui l'accompagne.

À un moment, les gens devront décider quelle forme de gouvernement ils veulent : l'option 1 ou l'option 2. Il n'y a pas d'autre choix. Dire qu'on peut choisir « un peu » de tyrannie, c'est comme décrire une grossesse comme étant « un peu de grossesse ». C'est un mythe que de penser que coupler le marché avec la planification économique centralisée est un bon compromis. Les résultats parlent d'eux-même.

Une culture de la violence

L'Américain souffre désormais d'une culture de la violence. Il est facile de rejeter l'initiation de la violence contre son prochain, mais il est ironique que les gens accordent arbitrairement et librement aux représentants du gouvernement le monopole du pouvoir d'initier la violence contre le peuple américain, pratiquement à volonté.

Parce que c'est le gouvernement qui initie la force, la plupart des gens l'acceptent comme légitime. Ceux qui exercent la force n'ont aucun sentiment de culpabilité. Un trop grand nombre de gens considère que les gouvernements sont moralement en droit d'initier la force sous prétexte de « faire le bien ». Ils croient à tort que cette autorité leur vient du « consentement du peuple ». La minorité, ou les victimes de violence gouvernementale, n'ont jamais consenti à subir l'abus de mandats gouvernementaux, même s'ils sont dictés par la majorité. Les victimes des dérives de la TSA (NdT : sécurité des aéroports) n'ont jamais consenti à ces abus.

Cette attitude nous a de même donné une politique de départ en guerre pour « faire le bien ». On affirme que la guerre, pour empêcher la guerre, à des fins nobles, est justifiée. Ceci est similaire à ce qu'il nous fut dit un jour : que « détruire un village pour sauver un village » était justifié (NdT : une référence à la guerre du Vietnam). Un secrétaire d'État américain prétendit que la perte de 500.000 Irakiens, principalement des enfants, dans les années 1990, à la suite de bombardements américains et de sanctions, « valait le coût » pour aboutir au « bien » que nous avons apporté au peuple iraquiens. Et regardez la pagaille dans laquelle l'Iraq est aujourd'hui.

L'utilisation par le gouvernement de la force pour modeler le comportement social et économique ici et à l'étranger a conduit des individus à croire justifiée la force selon leurs propres conditions. Le fait que la violence par le gouvernement soit considérée comme moralement justifiée est la raison pour laquelle la violence augmentera lorsque la grande crise financière frappera et deviendra aussi une crise politique.

Tout d'abord, nous posons que les individus ne devraient pas initier la violence, puis nous donnons l'autorité au gouvernement. Finalement, l'utilisation immorale de la violence du gouvernement, quand les choses se passeront mal, sera utilisée pour justifier le « droit » d'un individu de faire la même chose. Ni le gouvernement ni les individus n'ont le droit moral d'initier la violence contre autrui, pourtant nous nous dirigeons vers ce jour où les deux demanderont cette autorité. Si ce cycle n'est pas inversé, la société s'effondrera.

Lorsque les besoins sont pressants, les conditions se détériorent et les droits deviennent relatifs aux exigences et aux caprices de la majorité. Ce n'est alors plus un grand pas à faire par les individus que d'utiliser la violence pour obtenir ce qu'ils prétendent être leur. Alors que l'économie se détériore et que les écarts de richesse augmentent, comme c'est déjà le cas – la violence augmente à mesure que ceux en manque prennent sur eux-mêmes d'obtenir ce qu'ils croient être leur. Ils n'attendront pas un programme de sauvetage du gouvernement.

Lorsque des fonctionnaires du gouvernement exercent leur pouvoir contre d'autres pour renflouer les intérêts particuliers, avec en plus des résultats désastreux pour le citoyen moyen, ils ne ressentent

aucune culpabilité pour le mal qu'ils font. Ceux qui nous engagent en des guerres non déclarées aux nombreuses victimes en résultant ne perdent jamais le sommeil devant la mort et la destruction que leurs mauvaises décisions ont causées. Ils sont convaincus que ce qu'ils font est moralement justifié, et que le fait que beaucoup souffrent ne peut tout simplement pas être évité.

Quand les criminels de la rue font la même chose, eux n'ont plus n'ont aucun remord, croyant qu'ils ne font que prendre ce qui leur revient. Toutes les normes morales deviennent relatives. Qu'il s'agisse de plans de sauvetage, de priviléges, de subventions gouvernementales ou d'avantages pour certains suite à l'inflation d'une monnaie, tout cela fait partie d'un processus justifié par une philosophie de la redistribution forcée de la richesse. La violence, ou la menace de violence, en est l'instrument nécessaire et elle est malheureusement le cadet des soucis de la plupart des membres du Congrès.

Certains prétendent que prendre en charge ceux qui en ont besoin n'est qu'une question « d'équité ». Cette idée pose deux problèmes. Tout d'abord, le principe est utilisé pour fournir de plus gros montants d'avantages sociaux aux riches qu'aux pauvres. Deuxièmement, personne ne semble se demander si oui ou non c'est juste pour ceux qui finissent par payer pour ces avantages. Les coûts retombent généralement sur le dos de la classe moyenne et sont cachés aux yeux du public. Trop de gens croient que les subventions du gouvernement sont gratuites, grâce à l'impression de monnaie à partir de rien, et qu'elles ne coûtent rien. La tromperie arrive à sa fin. Les factures arrivent à échéance et c'est tout le sujet du ralentissement économique.

Malheureusement, nous nous sommes habitués à vivre avec l'utilisation illégitime de la force par le gouvernement. C'est l'outil pour dire aux gens comment vivre, quoi manger et boire, quoi lire et comment dépenser leur argent.

Pour ériger une société vraiment libre, la question de l'initiation de la force doit être comprise et rejetée. Accorder au gouvernement même une faible part de force est une concession dangereuse.

Réforme du gouvernement versus peuple vertueux

Notre Constitution, qui visait à limiter le pouvoir du gouvernement et ses abus, a échouée. Les fondateurs nous avaient avertis qu'une société libre repose sur un peuple vertueux et moral. La crise actuelle montre que leurs préoccupations étaient justifiées.

La plupart des politiciens et les experts sont conscients des problèmes auxquels nous sommes confrontés, mais passent tout leur temps à essayer de réformer le gouvernement. Le plus triste est que les réformes préconisées entraînent presque toujours moins de liberté et l'importance d'un peuple vertueux et moral est soit ignorée soit incomprise. Les nouvelles réformes ne servent qu'à saper davantage la liberté. L'effet cumulatif explique cette érosion constante de la liberté et l'expansion massive de la dette. La vraie question est : si c'est la liberté que nous recherchons, devons-nous surtout mettre l'accent sur la réforme du gouvernement ou bien devons-nous essayer de comprendre ce que « un peuple vertueux et moral » signifie et comment le promouvoir ? La Constitution n'a pas empêché les gens de demander des cadeaux pour les riches et les pauvres dans leurs efforts de réforme du gouvernement, tout en ignorant les principes d'une société libre. Toutes les branches de notre

gouvernement aujourd'hui sont contrôlées par des personnes qui utilisent leur pouvoir pour nuire à la liberté, pour augmenter l'État providence/guerrier et souvent pour augmenter leur propre richesse comme leur pouvoir personnel.

Si les gens sont mécontents des performances de l'État, ils doivent reconnaître que celui-ci n'est que le reflet d'une société immorale qui a rejeté les limites morales et constitutionnelles du pouvoir ainsi que l'amour de la liberté.

Si c'est le véritable problème, alors tout bricolage avec des milliers de pages de nouvelles lois et réglementations ne fera rien pour le résoudre.

Il va de soi que nos libertés ont été sévèrement limitées et que la prospérité apparente que nous avons encore, n'est rien de plus que les restes d'une époque précédente. Cette richesse fictive basée sur la dette, qui bénéficie d'une fausse confiance dans la monnaie et dans le crédit, va faire des ravages dans notre société quand les factures arriveront à échéance. Cela signifie que toutes les conséquences de nos libertés perdues sont encore à venir.

Mais cette illusion touche maintenant à sa fin. Inverser la spirale de l'échec dépend de notre capacité à envisager une nouvelle approche.

Attendez-vous à voir la rapide expansion du mouvement du *homeschooling* jouer un rôle important dans les réformes révolutionnaires nécessaires à la construction d'une société libre avec des protections constitutionnelles. Un système dans lequel l'école est contrôlée par l'État ne peut pas nous former intellectuellement pour combattre la croissance dangereuse du pouvoir étatique qui menace nos libertés.

L'internet va fournir la solution de rechange au monde médiatique/étatique qui contrôle l'information et la propagande politique. C'est pourquoi il est essentiel que l'internet reste libre de toute réglementation étatique.

Beaucoup de nos institutions religieuses et laïques favorisent une plus grande dépendance envers l'État en soutenant la guerre, l'assistance et le corporatisme mais ignorent la nécessité d'avoir un peuple vertueux.

Je n'ai jamais cru que le monde ou notre pays pouvait être rendu plus libre par les politiciens, si les gens n'avaient pas un vrai désir de liberté.

Dans les circonstances actuelles tout ce qu'on peut attendre du combat politique c'est d'en faire une tribune pour toucher les gens, pour les informer de la nature de la crise et de l'importance d'une responsabilisation, si c'est vraiment la liberté qu'ils désirent. Sans cela, une société libre, protégée par la Constitution, est impossible.

Si cela est vrai, notre objectif individuel dans la vie devrait être de rechercher les vertus et l'excellence. Nous devons savoir que l'estime de soi et le bonheur ne viennent que de l'utilisation de nos facultés naturelles, de la manière la plus productive possible, en fonction de nos propres talents.

La productivité et la créativité sont la véritable source de la satisfaction personnelle. La liberté, et non la dépendance, fournit l'environnement nécessaire pour atteindre ces objectifs. Le gouvernement ne peut pas faire cela pour nous, il ne peut que nous gêner. Lorsque le gouvernement s'en mêle, l'objectif se transforme en un plan de sauvetage ou une subvention, ce qui ne peut procurer un sentiment d'accomplissement personnel.

Exercer le pouvoir législatif et l'influence politique ne devrait pas être notre objectif. Le changement, s'il doit venir, ne viendra pas des politiciens, mais plutôt des individus, des familles, des amis, des leaders intellectuels et de nos institutions religieuses. La solution ne peut venir que du refus de l'usage de la coercition, de la contrainte et de la force agressive, pour modeler le comportement social et économique. Sans ce refus, un consensus inévitable permettra à l'État d'imposer l'égalité économique et de promouvoir un environnement qui étouffe les libertés de chacun. C'est alors que les personnes responsables qui cherchent l'excellence et l'estime de soi par l'autonomie et la productivité, deviendront les véritables victimes.

Conclusion

Quels sont les plus grands dangers auxquels les Américains doivent faire face aujourd'hui, et qui se mettent en travers de la route qui mène vers une société libre ? J'en compte cinq.

1. L'attaque continue sur nos libertés civiles, qui menace l'état de droit et notre capacité à résister aux assauts de la tyrannie.
2. Un anti-américanisme violent qui s'est emparé du monde. Du fait que le phénomène du « choc en retour » n'est pas compris ni admis, notre politique étrangère ne peut que nous garder impliqués dans de nombreuses guerres qui ne nous concernent pas. En résulteront la faillite du pays et une menace plus grande pour la sécurité nationale.
3. La facilité avec laquelle nous entrons en guerre, sans déclaration au Congrès, mais en acceptant l'autorité internationale de l'ONU ou de l'OTAN, même pour des guerres préventives, autrement dit pour perpétrer une agression.
4. Une crise financière et politique résultant d'un endettement excessif, de dettes non garanties, de dépenses, de renflouements et d'un écart important dans la répartition des richesses entre la classe moyenne et les riches. Le danger de la planification économique centrale, œuvre de la Réserve fédérale, doit être compris.
5. La suprématie du gouvernement mondial sur le national et sur la souveraineté américaine, quand il s'immisce dans des problématiques de guerre, d'assistance sociale, de commerce, de banque, de monnaie mondiale, d'impôts, de propriété privée, de possession d'armes à feu.

Heureusement, il y a une réponse à ces tendances très dangereuses.

Quel monde merveilleux ce serait si chacun acceptait le principe moral simple de se refuser à tout acte

d'agression ! L'objection à une telle proposition est toujours la même : il est trop simpliste, trop idéaliste, irréalisable, naïf, utopique, dangereux et irréaliste de tendre vers un tel idéal.

On peut répondre à cela que, depuis des milliers d'années, l'acceptation, au prix du sacrifice de la liberté, de la puissance d'État pour régner sur le peuple a été considérée comme une chose morale et comme la seule option disponible pour réaliser la paix et la prospérité.

Que pourrait-on trouver de plus utopique que ce mythe, compte-tenu des résultats auxquels il a abouti, notamment quand on considère les massacres commandités par l'État, commis par presque tous les gouvernements au cours du 20^e siècle, dont on estime les victimes à des centaines de millions de personnes ? Il est temps de reconsidérer cette dévolution de l'autorité à l'État.

Cela n'a jamais rien apporté de bon d'accorder à l'État le pouvoir monopolistique de recourir à l'agression contre le peuple pour modeler arbitrairement le comportement humain. Un tel pouvoir, sans contrepoids, devient le germe d'une odieuse tyrannie. Ce mode de gouvernance a été suffisamment éprouvé et les résultats sont là : la réalité nous impose d'essayer la liberté.

Il faut essayer l'idéalisme de la non-agression et du rejet de toute utilisation offensive de la force. On a usé et abusé dans l'histoire de l'idéalisme de la violence sanctionnée par le gouvernement, qui est principalement à l'origine de la pauvreté et de la guerre. La théorie d'une société reposant sur la liberté individuelle existe depuis longtemps. Il est temps de faire un pas audacieux dans cette direction et de la réaliser en promouvant cette cause, plutôt que de reculer comme certains nous y incitent.

Aujourd'hui, le principe de l'*Habeas corpus*, mis en place par le roi Jean lorsqu'il signa la *Magna Carta* en 1215, est l'objet d'attaques. Cependant, il y a toutes les raisons de croire qu'un effort redoublé de notre part, avec l'utilisation d'Internet, nous permettra de faire avancer la cause de la liberté, par la diffusion d'un message échappant à la censure, visant à juguler l'autorité du gouvernement et à remettre en question l'obsession belliciste et sociale.

L'objet de mon propos est un système de gouvernement guidé par les principes moraux de paix et de tolérance.

Les Pères fondateurs étaient convaincus qu'une société libre ne peut exister sans un peuple moral. Se contenter d'édicter des règles ne fonctionne pas si les gens choisissent de les ignorer. Aujourd'hui, la *rule of law*, la primauté du droit inscrite dans la Constitution, n'a guère de sens pour la plupart des Américains, en particulier pour ceux qui travaillent à Washington DC.

Benjamin Franklin affirmait que « seul un peuple vertueux est capable d'être libre ». John Adams allait dans le même sens : « Notre Constitution a été faite pour un peuple moral et religieux. Elle est complètement inadaptée pour gouverner un autre type de peuple. »

Un peuple moral doit rejeter toute forme de violence destinée à façonner les croyances des gens ou leurs coutumes.

Une société qui conspue ou tourne en dérision la Règle d'or n'est pas une société morale. Toutes les

grandes religions approuvent la Règle d'or. Les normes morales que les individus sont tenus de suivre doivent s'appliquer de la même façon à tous ceux qui détiennent des charges officielles au gouvernement. Ils ne peuvent s'y soustraire.

La solution ultime n'est pas entre les mains du gouvernement.

La solution repose sur les épaules de chaque individu, assisté des conseils avisés de sa famille, de ses amis et de la communauté.

La responsabilité n°1 pour chacun d'entre nous est de nous changer nous-mêmes, avec l'espoir que d'autres suivront. C'est bien plus important que d'essayer de changer le gouvernement, ce qui est d'une utilité secondaire pour promouvoir une société vertueuse. Si nous parvenons à atteindre cet objectif, alors le gouvernement changera.

Cela ne signifie pas que l'action politique ou l'occupation de postes n'aient aucune valeur. Parfois, cela oriente la politique dans la bonne direction. Mais la vérité est que la recherche d'un poste pour la promotion personnelle, pour l'argent ou pour le pouvoir, est vaine, si ce n'est néfaste. Lorsque l'action politique est entreprise pour de bonnes raisons, il est facile de comprendre pourquoi il faut éviter les compromis. Il devient également évident que les progrès sont mieux réalisés en travaillant avec des coalitions qui rassemblent les gens, sans que personne ne sacrifie pour autant ses principes.

L'action politique, pour être vraiment bénéfique, doit viser à changer les cœurs et les esprits, car c'est la vertu et la moralité des hommes qui permettent à la liberté de s'épanouir.

La Constitution en soi n'a aucune valeur, pas plus que la prescription de lois supplémentaires, si les attitudes des gens ne viennent pas à changer.

Pour parvenir à la liberté et à la paix, deux puissantes émotions humaines doivent être surmontées. La première est l'envie, qui mène à la haine et à la lutte des classes. La seconde est l'intolérance, qui conduit à des politiques sectaires et moralisatrices. Ces émotions doivent être remplacées par une bien meilleure compréhension de ce que sont l'amour, la compassion, la tolérance et l'économie de marché. La liberté, lorsqu'elle est bien comprise, rassemble les gens. Quand on l'essaie, la liberté emporte toutes les faveurs.

Le problème que nous avons connu au fil des années a été un interventionnisme économique motivé par l'envie, ainsi qu'un interventionnisme social influencé par l'intolérance des habitudes et des modes de vie différents. Pour beaucoup de gens, l'idée erronée que la tolérance revient à approuver certaines activités les motive à demander à incorporer dans la législation des normes morales qui ne devraient être du ressort que des individus eux-mêmes, effectuant leurs propres choix. Les deux types d'interventionnismes ont tous deux recours à la force pour gérer ces émotions déplacées. Tous les deux sont autoritaires et ne souscrivent pas au volontarisme. Ces deux points de vue doivent être rejettés.

J'en suis arrivé à une ferme conviction, après ces nombreuses années passées à essayer de comprendre « la pure vérité des choses ». La meilleure chance de parvenir à la paix et à la prospérité, pour le plus grand nombre dans le monde, est de poursuivre la cause de la Liberté.

(*) Les traducteurs :

Damien Theillier

Stéphane Geyres

Marc Lassort

Yul Caravage

Frédéric Jollien

Baptiste Favrot

Yosra Terras

Thierry Falissard



A télécharger :

Le discours de Ron Paul en vo : [\[PDF\]](#) – [\[MP3\]](#) – [\[MP4\]](#) – [\[FLV\]](#)